

## CONGRES LDH FRANCE 2024 - BORDEAUX

### LES MOMENTS « OFF » DU CONGRES

#### **Vendredi 17 mai 2024 à 19h00 : table-ronde « LA DÉMOCRATIE EN QUESTIONS »**

#### **Sommes-nous toujours en démocratie ?**

Plusieurs éditorialistes, commentateurs politiques, experts et représentants de la société civile ont soulevé au cours des années récentes et encore ces derniers mois cette question.

Depuis au moins une quinzaine d'années, et à l'occasion de plusieurs congrès, la LDH a exprimé à plusieurs reprises ses inquiétudes sur l'état de notre démocratie et sur les signes de sa dégradation progressive et croissante. A l'occasion de plusieurs congrès récents (2007, 2013, 2015, 2017<sup>1</sup>), cette question a figuré au cœur des débats de notre association, tout comme elle le sera de nouveau lors du congrès de Bordeaux en 2024.

Ces constats résultent d'une aggravation continue des atteintes à certaines libertés et dans l'accès aux droits, d'une perte de confiance envers la parole politique et les institutions, d'un défaut de reconnaissance des expressions citoyennes et d'impuissance à peser sur les décisions publiques. Cela a pour effet de creuser l'écart entre la sphère des décideurs politiques et toutes celles et ceux qu'ils sont supposés représenter. L'une des causes et la conséquence de cette dégradation est un glissement du pouvoir vers une forme d'autoritarisme, qui s'est aggravé au fil des crises (attentats de 2015, mouvements des « gilets jaunes », crise sanitaire, conflits internationaux...), nourrissant la progression d'une **idéologie** d'extrême-droite et la radicalisation du débat public.

Récemment encore, les atteintes portées à certaines libertés (d'expression, de manifestations, associatives et syndicales) ont accentué les pressions et menaces pesant sur un système démocratique malmené.

« Sauver la démocratie », tel était en substance le titre d'une tribune de Patrick BAUDOIN, président de la LDH, publiée dans Médiapart en janvier 2024.

- Où en est-on de notre système démocratique en France ?
- Quels en sont les symptômes les plus préoccupants ou à l'opposé les signes encourageants ?
- Comment restaurer ou renouveler ce système et quelles en sont les conditions ? Comment améliorer la démocratie représentative ? En quoi la démocratie dite participative peut-elle répondre à ce renouvellement et sous quelles formes ?

---

<sup>1</sup> 2007 : résolution « institutions et démocratie » ; 2013 : résolution d'urgence « appel pour un renouveau de la démocratie » ; 2015 : résolution « relever tous les défis lancés à la démocratie » ; 2017 : résolution « vive la démocratie ! »

Pour aborder ces questions, la LDH a invité :

- M. Loïc BLONDIAUX, professeur de sciences politiques au Centre Européen de Sociologie et de Sciences Politiques et à l'Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, auteur de plusieurs ouvrages portant notamment sur la démocratie participative,
- M. Vincent TIBERJ, professeur de Sciences politiques à Sciences Po Bordeaux (Centre Émile Durkheim), qui travaille sur l'analyse des comportements électoraux et politiques.
- M. Patrick BAUDOIN, avocat et président de la LDH France

### **Samedi 18 mai 2024 de 10h à 18h : le « Village des droits et libertés »**

Le congrès de la LDH est un moment de rencontre important pour l'association. Mais il reste pour l'essentiel (hors invité.es) peu visible et accessible pour les autres associations et pour le grand public.

C'est pourquoi les instances locales de la LDH ont décidé de profiter de ce congrès pour proposer à la fois un espace et un temps de rencontres et d'échanges accessibles à tous et à toutes, permettant de valoriser l'action portée par diverses associations et organisations régionales ou locales mobilisées dans la défense des droits et libertés.

C'est ainsi qu'est née l'idée d'un « Village des droits et libertés » qui sera implantée à proximité du lieu de congrès sur la Place de la Victoire, avec une vingtaine de stands et des animations tout au long de la journée du 18 mai.

Les associations et organisations présentes pourront ainsi informer les visiteurs sur leurs activités, leur apporter des conseils ou les orienter, échanger entre elles, ou encore proposer des temps de débats autour d'un « parlement mobile ».

### **Samedi 18 mai 2024 à 13h : inauguration d'un parvis et d'une plaque en hommage à Émile Durkheim**

Émile DURKHEIM, père de la sociologie française, occupa à l'Université de Bordeaux la première chaire de sociologie et dispensa ses enseignements entre 1887 et 1902, avant de rejoindre La Sorbonne.

En 1898, il prit fait et cause en défense du capitaine DREYFUS, aux côtés d'autres personnalités et anima à Bordeaux la section locale de la toute jeune Ligue de défense des droits de l'Homme et du citoyen.

C'est en hommage à sa mémoire que la LDH, associée à l'Université de Bordeaux et au centre de recherches Émile Durkheim, qu'il a été proposé à la municipalité de Bordeaux de nommer le parvis de l'Université Bordeaux-Victoire, où se tiendra une partie du congrès, du nom d'Émile DURKHEIM.

Une plaque sera donc apposée et inaugurée sur ce parvis, de même que sur le mur du Musée d'Aquitaine, ancien siège de l'Université de Bordeaux où Émile DURKHEIM enseigna

**Samedi 18 mai de 14h à 18h :**

**Après midi portes ouvertes dans l'Université Bordeaux-Victoire, quatre expositions à découvrir dans l'Atrium**

## **1. Droits du futur**

Organisée par la LDH Aquitaine en coopération avec le Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine. Cette exposition est le fruit d'une collaboration entre la FIDH et l'Agence Magnum.

Cet événement s'inscrit, dans le but de la réaffirmation des droits de l'Homme de 1948, tout en se tournant vers l'avenir, à l'occasion du centenaire de la FIDH.

L'exposition présente 10 des droits proclamés par cette déclaration, à travers des photographies issues des archives de photojournalistes de l'Agence Magnum.

La seconde partie de l'exposition est dédiée aux droits du futur, conceptualisés par la FIDH, et illustrée par la photographe Cristina de Middel, qui a su mettre en valeur par son travail artistique et créatif les textes proposés par la FIDH.

Dérèglement climatique, inégalités croissantes, menaces sur la démocratie et sur nos données personnelles, discriminations contre les populations vulnérables : les enjeux de ce nouveau siècle sont déjà brûlants.

Quels nouveaux droits pour répondre à ces nouveaux défis ?

Et comment les mettre en œuvre ?

Autant de questions auxquelles nous tenterons de répondre collectivement.

## **2. Esclavage POUR LA MÉMOIRE DE L'ESCLAVAGE**

12 panneaux pour raconter l'esclavage colonial et ses héritages

La Fondation pour la Mémoire de l'Esclavage est une fondation reconnue d'utilité publique, créée en novembre 2019 qui agit pour l'intérêt général et la cohésion nationale. Son action est soutenue par l'État et des partenaires privés qui partagent son projet. Elle agit en collaboration avec la société civile, les territoires, le monde de la recherche, de la culture, des médias et de l'éducation pour transmettre l'histoire de l'esclavage mais aussi parler de ses héritages, par la culture, et pour la citoyenneté.

## **3. Habitat indigne : 115 L'hébergement d'urgence en hôtel**

Exposition itinérante sur le mal logement et la recherche citoyenne

Le droit à l'hébergement est une liberté fondamentale et un droit inconditionnel

La Ligue des droits de l'Homme (Toulouse) et l'Observatoire de l'Habitat Indigne présentent une exposition sur la vie dans les hôtels utilisés par les services sociaux pour héberger les personnes sans abri. L'exposition a été réalisée à partir d'une enquête citoyenne menée à Toulouse.

Elle est un exemple d'intervention citoyenne et artistique sur les politiques publiques, qui mêle militant.e.s, chercheur.e.s, associatifs, artistes... Elle montre l'intérêt de ce type de contre-pouvoir qui peut s'exercer sur bien d'autres questions qui affectent les solidarités.

Avec les photographies de Ben Art Core, Pascal Fayeton, Émilie Fernandez Montoya, François Saint Pierre, les « Cartes sensibles » de Pascale Cabrolier, et des extraits du « Journal du Réceptionniste », Justine Goldman, observatrice embauchée un temps dans un hôtel. Direction scientifique : Daniel Welzer-Lang & Émilie Fernandez Montoya (Labex SMS-CNRS)

#### **4. Les balles du 14 juillet 1953**

A la mémoire des victimes de la répression sanglante 2023 marque le 70ème anniversaire de la répression sanglante de la manifestation du 14 juillet 1953: 7 morts et plus de 100 blessés. Ce fut la réponse de la police traditionnel défilé populaire qui célébrait les valeurs de la République lors de la fête nationale.

A cette manifestation populaire, organisée traditionnellement par le PCF, la CGT et plusieurs organisations proches, participaient aussi en cette année 1953 plusieurs milliers d'Algériens indépendantistes sous la bannière du MTLD (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques).

Pendant plusieurs décennies ce drame a été effacé de nos mémoires. Danie Kupferstein l'a sorti de l'oubli en réalisant le documentaire «Les balles du 14 juillet» ainsi que Maurice Rajsfus auteur de «1953 un 14 juillet sanglant». Depuis une plaque commémorative a été posée par la Mairie de Paris en 2017 et chaque année, à l'initiative de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), nocollectif rend hommage aux victimes. Nous sommes les passeurs de mémoire.